

CONSEIL DE PRUD'HOMMES  
DE LYON  
Immeuble "le Britannia"  
20 Bld Eugène DERUELLE  
69432 LYON CEDEX 03

EXTRAIT DES MINUTES  
DU SECRÉTAIRAT-GRÉFFIER  
DU CONSEIL DE PRUD'HOMMES  
DE LYON

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

JUGEMENT

RG N° F 15/02099

SECTION Encadrement

AFFAIRE  
Christophe TRUEL  
contre

Me V. LELOUP-THOMAS de la  
SELAFI MJA en qualité de  
liquidateur judiciaire de la SAS  
NEXTIRAONE FRANCE  
AGS - C.G.E.A. ILE DE FRANCE  
OUEST

MINUTE N°

JUGEMENT DU 3 0 JUIN 2016

Qualification :  
Contradictoire  
premier ressort

Notification le 3 0 JUIN 2016

Expédition revêtue de  
la formule exécutoire  
délivrée

le 3 0 JUIN 2016

à Monsieur Christophe TRUEL

Audience du 3 0 JUIN 2016

Monsieur Christophe TRUEL  
né le 30 Juillet 1971

Lieu de naissance : BOURGOIN JALLIEU  
30 rue des Minguettes  
69200 VENISSIEUX

Comparant en personne, assisté de Me Stéphanie BARADEL, avocat  
au barreau de LYON

DEMANDEUR

Me Valérie LELOUP-THOMAS  
SELAFI MJA

102 rue du Faubourg Saint-Denis  
CS 10023

75479 PARIS CEDEX 10

Liquidateur judiciaire de la SAS NEXTIRAONE FRANCE  
10 rue de la Paix

75002 PARIS

Représentée par Me Abdelkader HAMIDA, avocat au barreau de  
PARIS

DÉFENDERESSE

AGS - C.G.E.A. ILE DE FRANCE OUEST

130 rue Victor Hugo

92309 LEVALLOIS PERRET CEDEX

Représenté par Me Sarah ACHAHBAR de la SCP DESSEIGNE ET  
ZOTTA, avocat au barreau de LYON,

PARTIE INTERVENANTE

- Composition du bureau de jugement :

*Président*

Monsieur Yves MEYER, Conseiller Employeur

*Assesseurs*

Monsieur Laurent COLSON, Conseiller Employeur

Madame Anne-Marie MOURER, Conseiller Salarié

Monsieur Alain LONGOMOZINO, Conseiller Salarié

Assistés de Madame Maria BACHELUT, Greffier présent lors des  
débats et de Mademoiselle Lindsey CHAUVY, Greffier présent lors du  
prononcé

**CERTIFICAT DE NON APPEL**  
Le Greffier en chef de la Cour d'Appel  
de LYON, soussigné  
Vu les articles 504, 505, 508, 509 et 510 du  
nouveau code de procédure civile

**CERTIFIÉ**  
qu'à ce jour aucune déclaration d'appel  
n'a été enregistrée contre cette décision.

ALYON, le 16/06/2016  
P/Le Greffier en Chef

